



Depuis le massacre de Ngarbuh le 14 février dernier ayant fait une vingtaine de morts selon l'ONU, le flou continue de persister sur les auteurs du drame. Et pour résoudre l'énigme, les Nations unies demandent aux autorités camerounaises l'ouverture d'une enquête indépendante. Ce que refuse Yaoundé, qui a déjà ouvert sa propre enquête. Pour le parti d'opposition, Social Democratic Front (SDF), l'enquête proposée par l'ONU n'est pas la solution.

Les tueries de Ngarbuh ont fait 23 morts dont 15 enfants, selon l'ONU, pendant que le gouvernement camerounais parle d'un bilan constitué de 5 victimes. D'après le porte-parole du gouvernement, René Emmanuel Sadi, une enquête a été ouverte lundi 17 février pour clarifier ce que Yaoundé qualifie d'incident malheureux. Pour les autorités camerounaises, il n'est donc pas question que cette enquête demandée par l'ONU ait lieu.

Une situation qui interpelle certains acteurs du paysage politique camerounais comme le SDF. Le parti d'opposition se dit contre une enquête indépendante. « Le gouvernement camerounais fait partie de l'ONU. On ne s'attend pas à grand-chose de l'ONU qui regarde comment le Cameroun se déchire depuis quatre ans sans apporter un début de solution. La solution n'est pas violente, la solution ne peut que venir d'un point de vue politique », précise Joshua Osih, vice-président du SDF qui rappelle que le parti historique de l'opposition attend plutôt un accompagnement de l'ONU.

Du côté des défenseurs des droits de l'Homme, l'on interpelle directement le chef de l'État Paul Biya. « Que son gouvernement reste dans le déni parce que chacun veut préserver son petit pouvoir, c'est leur problème. Mais lui qui a prêté serment pour nous protéger, il ne peut pas laisser des individus qui, pour leurs propres intérêts, ne veulent pas que les camerounais soient protégés et que les camerounais vivent dans la paix », a déclaré Maximilienne Ngo Mbe, directrice exécutive du Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale (REDHAC).